

DEPARTEMENT

Dordogne

ARRONDISSEMENT

Sarlat

CANTON

Domme

COMMUNE DE DOMME**PROCES-VERBAL****DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL****NOMBRE***De conseillers**En exercice :15**De présents :14**De votants :15*

Le Maire certifie que le présent procès-verbal des délibérations a fait l'objet d'un affichage à la porte de la mairie le : 31/03/2015.

Le présent procès-verbal est approuvé le : 30/03/2015.

**Report du vote des comptes
Administratifs et de gestion
De l'exercice 2014**

**Subvention aux associations
Pour l'année 2015**

L'an deux mil quinze, le 02 mars à 20 heures 30, le Conseil Municipal de la commune de Domme étant réuni au lieu ordinaire de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Jean-Claude Cassagnole, Maire.

Etaient présents : Mesdames et Messieurs DUFOUR - GOUNARD – LAGRANGE - LAHALLE - TROUBADY – ARMAGNAC - CAMINADE – GERMAIN - LAMBERT – COUSIN – CASSAGNOLE – JOURDAN - OZANNE – PASQUET -.

Etait absente : Madame MAZELAYGUE (procuration à Mme GOUNARD).

Le Secrétariat de séance était assuré par : Mme GOUNARD

La convocation du Conseil Municipal avait été faite le : 23/02/2015.

Sur proposition du Maire, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité accepte le report de la présentation et du vote des comptes administratifs et des comptes de gestion de l'exercice 2014.

Vu l'avis favorable de la Commission des Finances réunie le 21 février 2015 ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide d'attribuer pour l'année 2015 des subventions aux associations conformément au tableau ci-dessous :

Nom de l'association	Montant attribué en 2015
ACADINE	450 €
Aéroclub du Sarladais	250 €
Amis du Vin de Domme	100 €
Danse Passion	300 €
Entente Périgord Noir	700 €
Groupement des Propriétaires Chasseurs et Non Chasseurs	300 €
Association de Gymnastique Volontaire	400 €
Lucien de Maleville	500 €
Office de la Culture de Domme	7.200 €
Comité des Fêtes de la Bastide de Domme	3.000 €
Tennis Club de Domme-Cénac	500 €
Vélo-Club de Domme	600 €
DECLIC	100 €
Judo-Club de la Vallée du Céou	280 €
Amicale Laïque de Cénac-Domme	1.500 €

Nom de l'association	Montant attribué en 2015
La Pétanque Dommoise	300 €
Les Troubadours du Moulin du Roy	500 €
APAJH du Périgord Noir	225 €
US Cénac	300 €
Union Sarlat Natation 24	200 €

Mmes Lahalle, Troubadour et M. Ozanne n'ont pris part ni au débat ni au vote.

Présentation et adoption Du PAVE

Le Maire rappelle au Conseil Municipal que celui-ci a missionné la société ACTEBA pour l'élaboration du Plan de mise en Accessibilité de la Voirie et des Espaces publics (PAVE)

Il précise que conformément au cahier des charges sur la base duquel les cabinets d'études ont été consultés, un comité de pilotage a été constitué et s'est réuni à deux reprises pour travailler à l'élaboration de ce PAVE.

Le diagnostic final a été présenté au Comité de Pilotage le 20 janvier 2015.

Le Maire présente le PAVE au Conseil Municipal qui, après en avoir délibéré, par une voix contre et 14 pour, décide de l'approuver.

Droit de préemption sur Les fonds de commerces, Fonds artisanaux et baux commerciaux

Vu les articles L 214-1, L 214-2 et L 214-3 du code de l'urbanisme définissant les modalités d'application d'un droit de préemption des communes sur les fonds artisanaux, fonds de commerces et baux commerciaux,

Vu l'arrêté ministériel du 29 février 2008 relatif à la déclaration préalable à la cession de fonds artisanaux, de fonds de commerce ou de baux commerciaux et modifiant le code de l'urbanisme,
Considérant qu'il est indispensable de sauvegarder le commerce de proximité et de préserver la diversité de l'activité commerciale, et les intérêts de la commune,

Monsieur le maire précise que le décret n° 2007-1827 du 26 décembre 2007, codifié aux articles R 214-1 et suivants du code de l'urbanisme, est relatif au droit de préemption des communes sur les fonds de commerce, les fonds artisanaux et les baux commerciaux. Concernant la délimitation du périmètre, les dispositions en vigueur précisent que, lorsqu'une commune envisage d'instituer le droit de préemption sur les fonds artisanaux, les fonds de commerce et les baux commerciaux, le maire soumet pour avis le projet de délibération du conseil municipal à la chambre de commerce et d'industrie territoriale et à la chambre des métiers et de l'artisanat dans le ressort desquelles se trouve la commune.

Le projet de délibération, une fois adopté, est alors accompagné :

- du projet de plan délimitant le périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité ;
- d'un rapport analysant la situation du commerce et de l'artisanat de proximité à l'intérieur de ce périmètre et les menaces pesant sur la diversité commerciale et artisanale.

En l'absence d'observations de la chambre de commerce et d'industrie territoriale et de la chambre des métiers et de l'artisanat dans les deux mois de leur saisine, l'avis de l'organisme consulaire est réputé favorable.

La délibération du conseil municipal fait l'objet de mesures de publicité et d'information.

Concernant l'exercice du droit de préemption : il est prévu qu'il peut s'exercer sur les fonds artisanaux, les fonds de commerce ou les baux commerciaux lorsqu'ils sont aliénés à titre onéreux, à l'exception de ceux qui sont compris dans la cession d'une ou plusieurs activités prévue à l'article L 626-1 du code de commerce ou dans le plan de cession arrêté en application de l'article L 631-22 ou des articles L 642-1 à L 642-17 du code de commerce.

Le Maire présente l'étude réalisée par la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Dordogne, étude annexée à la présente délibération, et indique que le Président de cette chambre consulaire a émis un avis favorable au projet d'instauration d'un droit de préemption sur les fonds artisanaux, les fonds de commerce ou les baux commerciaux. Après en avoir délibéré, à l'unanimité le conseil municipal décide de délimiter un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité à l'intérieur duquel sont soumises au droit de préemption les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerce ou de baux commerciaux. Le périmètre concerne la bastide intra muros, à l'exception de la partie ouest de la bastide (cf carte figurant dans l'étude de la CCI de la Dordogne).

Chaque cession sera subordonnée, à peine de nullité, à une déclaration préalable faite par le cédant à la commune. Cette déclaration précisera le prix et les conditions de cession.

Le droit de préemption sera exercé selon les modalités prévues par les articles L 213-4 à L 213-7. Le silence de la commune pendant deux mois à compter de la réception de la déclaration vaudra renonciation à l'exercice du droit de préemption. Le cédant pourra alors réaliser la vente aux prix et conditions figurant dans sa déclaration.

La délibération prise par le Conseil Municipal annule et remplace celle du 23 juillet 2014.

Aménagements de toilettes et d'un DAB : consultation de Maîtres d'oeuvres

Le Maire rappelle au Conseil Municipal que par délibération du 26 janvier 2015 celui-ci a approuvé l'opération « Aménagement Cœur de Bourg », opération qui comprend notamment :

- l'aménagement de toilettes publiques sur chacune des places situées au sud (place de la Rode) et au nord (place de la Halle) de la « Grand'Rue » ;
- l'installation d'un local « distributeur automatique de billets », à proximité du local « toilettes publiques » sur la place de la Halle.

Le Maire indique qu'il convient de désigner un maître d'œuvre pour les travaux visés ci-dessus et demande au Conseil Municipal l'autorisation d'engager une consultation.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité autorise le Maire à engager une consultation de maîtres d'œuvre pour l'aménagement de toilettes publiques place de la Rode et place de la Halle et l'installation d'un local « distributeur automatique de billets » place de la Halle.

Travaux d'urgence sur la Porte des Tours : choix des entreprises

Le Maire rappelle que par délibération du 25 août 2014, le Conseil Municipal l'a autorisé à engager une consultation d'entreprises pour les travaux de mise hors d'eau et d'urgence sur la Porte des Tours, classée Monument Historique.

Il indique que cette consultation a été engagée et que la commission d'appel d'offres s'est réunie à deux reprises :

- le 15 décembre 2014 pour l'ouverture des plis ;
- le 11 février 2015 pour l'examen de l'analyse des offres.

Le Maire présente le rapport d'analyse des offres établi par M. Denis Dodeman, Architecte en Chef des Monuments Historiques et maître d'œuvre choisi par la commune pour cette opération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide de retenir les entreprises figurant ci-dessous, pour les lots et montants correspondants, et autorise le Maire à signer les actes d'engagements et autres pièces du marché.

Entreprise	Lot	Montant HT
Moron Constructions	Lot 1 : maçonnerie – pierre de taille	99.529,75 €
Lavergne	Lot 2 : charpente – couverture	29.423,70 €
Lavergne	Lot 3 : menuiserie – serrurerie	19.544,00 €
SAS ALLEZ	Lot 4 : électricité	13.001,94 €

Le montant total des travaux s'élève à 161.499,39 € HT alors que le montant prévisionnel était de 237.374,39 € HT, soit une différence de 65.875 €.

Recours de M. Jean Lambert Contre l'arrêté préfectoral du 04/12/2014 : choix d'un avocat pour plaider devant le TA de Bordeaux

Le Maire indique que M. Jean Lambert a formé un recours, le 04 février 2015, devant le Tribunal Administratif de Bordeaux en vue d'obtenir l'annulation de l'arrêté préfectoral n° 2014-338 – 0011 du 04 décembre 2014 déclarant cessible la parcelle D-103 sise « Sous la Barre », terrain nécessaire à la réalisation du projet de mise en sécurité du drain d'eau pluviale surplombant le CD 50 au lieu-dit « Sous la Barre ».

Ce recours a été enregistré sous le n° 1500490-2 au greffe du Tribunal Administratif.

Pour que la commune de Domme intervienne volontairement dans cette procédure, étant précisé que le défenseur principal est M. le Préfet de la Dordogne, et ce afin qu'elle puisse joindre ses observations à celle du Préfet, il est nécessaire de désigner un avocat pour la représenter.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité désigne Maître Rose-Isabelle Martins Da Silva, Avocat au Barreau de Périgueux, pour représenter la commune de Domme dans l'affaire évoquée par la présente délibération.

M. Bernard Lambert n'a participé ni au débat ni au vote.

Convention de gestion, De fonctionnement et d'entretien de la Salle du Pradal

Le Maire rappelle que la Communauté de Communes de Domme-Villefranche est désormais propriétaire de la salle polyvalente du Pradal mais qu'il convient de préciser les attributions de la communauté de communes et de la commune de Domme en matière de gestion, d'entretien et de fonctionnement de cette salle.

Pour cela, il propose qu'une convention en définisse les modalités et présente un projet au Conseil Municipal.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité approuve ce projet de convention et autorise le Maire à le signer.
Le Maire précise que le Conseil Municipal pourra être appelé à délibérer à nouveau sur ce dossier en cas de modification du projet par la Communauté de Communes de Domme-Villefranche.

**Achat à M. Degraeve de la
parcelle D-2907**

Le Maire rappelle au Conseil Municipal que celui-ci a approuvé, par délibération du 26 janvier 2015, la cession sous conditions à la commune de Domme de la parcelle D-2907 sise au Pradal, appartenant à M. Bernard Degraeve.

Il rappelle que cette transaction foncière a pour but de favoriser l'installation d'un abribus scolaire.

Le Maire indique que par courrier du 27 janvier 2015, M. Bernard Degraeve a tenu à préciser les conditions de cette cession et les présente au Conseil Municipal :

- Prise en charge par la commune des frais de notaire et des autres frais liés à ce don, s'il y en a ;
- Prise en charge par la commune du bornage des limites de propriété ainsi que la recherche des bornes existantes à l'autre extrémité du terrain ou remplacement des bornes si le géomètre ne les trouve pas ;
- Coupe et dessouchage de deux arbustes situés devant l'accès du terrain et coupe des arbres les plus menaçants dans le même périmètre ;
- Création d'un droit de passage sur le chemin actuel et la parcelle ainsi acquise par la Mairie, afin de laisser à M. Degraeve un accès au restant de la parcelle demeurant sa propriété et située en surplomb de sa maison.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité accepte la nouvelle proposition faite par M. Bernard Degraeve, telle qu'énoncée ci-dessus et autorise le Maire à signer tous les documents relatifs à cette transaction, y compris les actes notariés.

La cession à la commune de Domme se fera contre paiement à M. Bernard Degraeve de l'Euro symbolique.

**Approbation de l'adhésion
De la Communauté de
Communes de Domme –
Villefranche au SMO
« Périgord Numérique »**

Vu la délibération de la communauté de communes de Domme – Villefranche du Périgord en date du 22 janvier 2015 décidant de son adhésion au Syndicat Mixte Ouvert « Périgord Numérique » ;

Considérant la stratégie d'aménagement numérique du territoire de l'ensemble du Département de la Dordogne, porté collectivement, visant à terme à permettre à tous d'avoir un accès au très haut débit, conformément aux orientations gouvernementales et à la volonté de la Région Aquitaine dans lesquelles s'inscrivent pleinement les orientations proposées par le Conseil Général de la Dordogne,
Considérant la volonté du Département d'associer l'ensemble des collectivités et plus particulièrement les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, traduite dans les faits par la création de la Commission Départementale d'Aménagement Numérique du Territoire (CDANT) lors de la Commission Permanente du Conseil Général du 29 juillet 2013,

Considérant la stratégie partagée entre la Région Aquitaine et les 5 Départements de créer à l'échelon de chaque Département un Syndicat Mixte Ouvert, chargé de la définition de la stratégie d'aménagement numérique départementale et de la conception et construction des infrastructures numériques,

Considérant les statuts du Syndicat Mixte Ouvert dénommé « Périgord Numérique » adopté à l'unanimité en session plénière du Conseil Général le 14 novembre 2013, qui dans l'article premier propose aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre volontaires d'en être membres,

Considérant que la Communauté de Communes a un intérêt communautaire dans l'extension de ses compétences dans le domaine de l'aménagement numérique et d'adhésion au Syndicat Mixte Ouvert « Périgord numérique »,

Considérant l'arrêté préfectoral n° 2014321-0008 en date du 17 novembre 2014 autorisant le transfert de la compétence optionnelle « aménagement numérique » des communes à la Communauté de Communes,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 1 abstention et 14 voix pour :

- Approuve l'adhésion de la Communauté de Communes de Domme – Villefranche du Périgord au Syndicat Mixte Ouvert « Périgord Numérique »,

- Charge M. le Maire de prendre toutes les mesures nécessaires en vue de l'exécution de la présente délibération.

**Remboursement des
Dégradations aux
Toilettes de l'Aire du
Pradal**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité accepte l'encaissement d'une somme de 300 € correspondant au remboursement des réparations des dégradations faites par deux adolescents aux toilettes de l'Aire de Stationnement du Pradal.

Encaissement de chèques

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité accepte l'encaissement de chèques pour un montant total de 280 € correspondant au paiement du repas du 30/01/2015 par les conjoints des élus et des agents communaux.

**Confection d'un contrepoids
Pour la génoise de la toiture
De la Gendarmerie**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité accepte le devis de l'entreprise Jean-Louis Laval, d'un montant HT de 550,00 €, pour la confection d'un contre poids pour la génoise de la toiture de la gendarmerie de Domme, et autorise le Maire à le signer.

**Financements de
Voyages scolaires**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par une abstention et 14 voix pour, décide de verser au collège St Joseph de Sarlat :

- une aide d'un montant de 105 € pour le financement d'un voyage scolaire à Miramont de Guyenne, qui se déroulera du 07 au 11 avril 2015 et auquel participeront 3 élèves de Domme ;
- une aide d'un montant de 250 € pour le financement d'un voyage scolaire à Madrid, qui se déroulera du 12 au 17 avril 2015 et auquel participeront 5 élèves de Domme.

**Participation à la réalisation
D'une plaque pour la Maison
De Retraite**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité accepte l'encaissement d'un chèque de Mme Nicole Bierry, d'un montant de 257,50 €, correspondant à la participation à hauteur de 50 % des descendants de M. Pierre Gaillard, ancien Maire de Domme, pour la réalisation d'une plaque en marbre qui sera réinstallée sur la Maison de Retraite de Domme.

Communications

Elections Départementales

Le bureau de vote sera tenu comme suit le 22 mars prochain :

08h00 – 10h30 : Mrs Cassagnole, Caminade, Armagnac, Mme Troubady.

10h30 – 13h00 : Mrs Lambert, Cousin, Mme Gounard.

13h00 – 15h30 : Mrs Jourdan, Ozanne, Mme Lagrange.

15h30 – 18h00 : Mrs Cassagnole, Pasquet, Germain, Mme Lahalle.

Il sera composé des mêmes personnes aux mêmes horaires pour le 29 mars à une exception : M. Jean- Louis Jourdan sera absent.

Plan Communal de Sauvegarde

Il est demandé aux élus qui ne l'ont pas encore fait de bien vouloir contrôler et corriger si nécessaire les annuaires de crises de leurs secteurs respectifs et de les communiquer au secrétariat de mairie.

Journées des Moulins

Elles seront organisées les 16 et 17 mai prochains partout en France. MOLERIAE s'associe à cette manifestation. A cette occasion, Mrs Ozanne et Cousin proposent de faire visiter, non le moulin de Domme qui ne présente aucun intérêt, mais les carrières de pierres meulières, sous réserve d'un accord qu'ils solliciteront auprès de Mme Nadine Delprat.

Réception de personnalités

M. le Maire indique qu'il recevra prochainement M. Delfour, Architecte des Bâtiment de France, ainsi que le nouveau Préfet de la Dordogne (date à définir).

Fait à Domme, le 03 mars 2015